



Communiqué de presse n° 1199

Andermatt, le 25 août 2022

Améliorer le service universel permet de renforcer les régions de montagne

Le SAB (Groupement suisse pour les régions de montagne) a rappelé, lors de son assemblée générale à Andermatt, combien il était important de disposer d'un service universel de bonne qualité pour l'ensemble du pays. Cette nécessité a clairement été démontrée, lors de la crise du coronavirus. Toutefois, le service universel doit être en permanence adapté à l'évolution des conditions-cadres et aux besoins des clients. A cet égard, le CEO de la Poste, Roberto Cirillo, a présenté, lors d'un entretien, son point de vue quant à l'avenir du service postal universel, de même qu'à l'occasion d'une série de questions-réponses. D'autre part, lors de cette même assemblée générale, le SAB a présenté sa position sur la problématique du loup, qui a entre-temps pris des proportions catastrophiques.

Le coronavirus a contraint une partie de l'économie, du jour au lendemain, à passer au travail à domicile. De même, les établissements scolaires ont également dû introduire un enseignement à distance. Cela n'aurait pas été possible sans la présence d'infrastructures numériques robustes et performantes. C'est pourquoi le SAB s'engage depuis longtemps pour l'installation rapide de réseaux de fibre optique et pour la mise en place des derniers standards de la téléphonie mobile. Les infrastructures numériques constituent également un facteur d'attractivité important, par rapport aux changements démographiques en cours. En effet, on constate un net engouement pour les campagnes. Cependant, il n'est pas encore possible de prévoir clairement combien de temps cette tendance va durer.

Renforcer le service postal

Un bon service universel comprend notamment des prestations postales fiables et de qualité. Suite aux discussions autour de Postfinance, la desserte postale est actuellement remise en question. Pour le SAB, il est clair que le service postal universel doit être renforcé. Un nouveau démantèlement n'est pas envisageable. De son côté, la Poste s'efforcera d'assurer aussi largement que possible la desserte postale de base, par ses propres moyens. Mais pour Roberto Cirillo, CEO de la Poste, il est également clair que le géant jaune doit poursuivre son développement. "En tant que poste, ce n'est que si nous parvenons à nous adapter aux besoins et aux habitudes des particuliers, ainsi que des entreprises, que nous serons encore pertinents en 2030 et en 2050", a-t-il indiqué. Cela passe notamment par la numérisation. La Poste veut exploiter les potentiels numériques et, en fin de compte, apporter ainsi une plus-value à sa clientèle.

Il faut urgemment trouver des solutions pour faire face aux loups

Actuellement, l'agriculture de montagne et l'économie alpestre sont menacées en raison de la propagation exponentielle des loups, ainsi que des dommages et conflits qui en découlent. Cette tendance doit être combattue. Il est donc nécessaire d'adapter rapidement la loi sur la chasse, afin que les loups puissent être abattus préventivement et qu'il soit possible de réguler leur population. Dans ce cadre, les propositions de la commission compétente du Conseil des Etats vont dans la bonne direction. Il faudra toutefois examiner, au sein du Conseil national, comment ce projet pourra encore être amélioré. Il faut notamment renoncer

à l'introduction de périodes d'interdiction pour la régulation des loups. Ces derniers doivent pouvoir être éliminés immédiatement, selon les dommages causés. Le statut de protection du loup doit être abaissé, dans le cadre de la convention de Berne. Des délais courts et contraignants doivent être fixés pour les autorisations de tir. Enfin les dommages doivent être intégralement indemnisés par la Confédération, et l'argent en question doit être prélevé dans le budget de l'Office fédéral de l'environnement.

Non à l'inutile initiative sur l'élevage intensif

Dans son allocution, la présidente du SAB, la conseillère nationale Christine Bulliard Marbach, a souligné l'importance de rendre la Suisse plus résiliente face aux crises. La Suisse doit réapprendre à réagir de manière unie par rapport aux grands défis qui nous attendent. L'approvisionnement en denrées alimentaires indigènes en fait notamment partie. L'agriculture suisse doit ainsi être renforcée. Cela n'est possible que si tous les acteurs, des producteurs aux consommateurs, y sont impliqués. Par leurs achats, les consommatrices et consommateurs peuvent considérablement influencer l'orientation de la politique agricole. Le SAB l'a expliqué en détail, dans une prise de position publiée au printemps 2022, tout en rappelant que le rapport du Conseil fédéral sur l'évolution de la politique agricole allait également dans la même direction. L'initiative dite "sur l'élevage intensif" s'oppose à cette vision, raison pour laquelle le SAB demande à la population de la rejeter clairement, lors de la votation du 25 septembre 2022.

Documentation complémentaire

- Document de position du SAB sur la politique agricole : <https://bit.ly/3SGoL3J>
- Communiqué de presse du SAB au sujet de l'initiative sur l'élevage intensif : <https://bit.ly/3pAsFxp>

Informations complémentaires :

- Christine Bulliard-Marbach, présidente du SAB et conseillère nationale, Tél. 079 449 05 69
- Thomas Egger, directeur du SAB, Tél. 079 429 12 55